



ARCHIVED - Archiving Content

Archived Content

Information identified as archived is provided for reference, research or recordkeeping purposes. It is not subject to the Government of Canada Web Standards and has not been altered or updated since it was archived. Please contact us to request a format other than those available.

ARCHIVÉE - Contenu archivé

Contenu archivé

L'information dont il est indiqué qu'elle est archivée est fournie à des fins de référence, de recherche ou de tenue de documents. Elle n'est pas assujettie aux normes Web du gouvernement du Canada et elle n'a pas été modifiée ou mise à jour depuis son archivage. Pour obtenir cette information dans un autre format, veuillez communiquer avec nous.

This document is archival in nature and is intended for those who wish to consult archival documents made available from the collection of Public Safety Canada.

Some of these documents are available in only one official language. Translation, to be provided by Public Safety Canada, is available upon request.

Le présent document a une valeur archivistique et fait partie des documents d'archives rendus disponibles par Sécurité publique Canada à ceux qui souhaitent consulter ces documents issus de sa collection.

Certains de ces documents ne sont disponibles que dans une langue officielle. Sécurité publique Canada fournira une traduction sur demande.



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada

BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**



**Les paramètres économiques des
service de police : sommet sur la
formation et l'apprentissage des
policiers**

Mark Potter, Sécurité publique Canada



1ère partie : sensibilisation et dialogue - Pour acquérir une compréhension partagée des défis et opportunités qui font face aux services de police au Canada.

2e partie : stratégie et actions - Pour aller de l'avant d'une façon collaborative et axée sur des actions pour renforcer l'efficiency et l'efficacité des services de police et la sécurité publique au Canada.



- **Sensibilisation & dialogue:** Pour acquérir une compréhension partagée des défis et opportunités qui font face aux services de police au Canada.
 - Qu'est ce que les paramètres économiques des services de police?
 - Les paramètres économiques des services de police touchent à l'efficacité et l'efficacité des services de police, et à la sécurité publique en grand.
 - Le public canadien est de plus en plus conscient et engagé sur les enjeux liés au services de police.
 - Une croissance accrue et continue des coûts des services de police pendant que les crimes déclarés sont en phase de déclin.
 - La nature du travail policier est de plus en plus complexe et diverse.
 - L'impact de facteurs tels que la santé mentale et l'abus de substances sur le fardeau de travail de la police et l'émergence de nouveaux crimes importants et défis associés (p. ex. le cybercrime, le crime financier, le terrorisme, etc.).

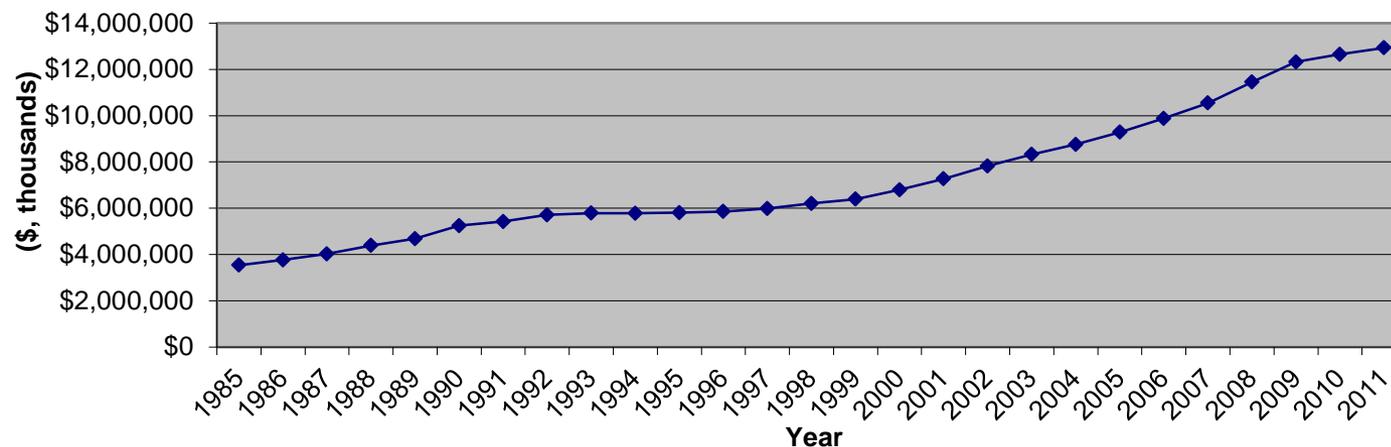
COÛTS DES SERVICES DE POLICE



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- En 2012, le Canada employait environ **70 000** policiers assermentés et un peu plus de **28 000** agents civils.
 - Les services de police au Canada comportent la GRC, 3 services de police provinciaux (OPP, SQ, RNC), 230 services de police indépendants municipaux et 38 services de police des Premières Nations.
- En 2012, les coûts des services de police totalisaient plus de **12.9 milliards de dollars**, soit environ **375 \$ par canadien**.
 - Entre 1997 et 2010, les dépenses policières ont plus que doublées.

Total Expenditures on Policing in Canada



- Alors que les coûts des services continuent d'augmenter, les crimes déclarés et la gravité des crime déclinent; ceci est une tendance observée dans les pays développés.

Source: *Police Resources in Canada (2012)*, *Police-reported crime statistics in Canada, 2012*

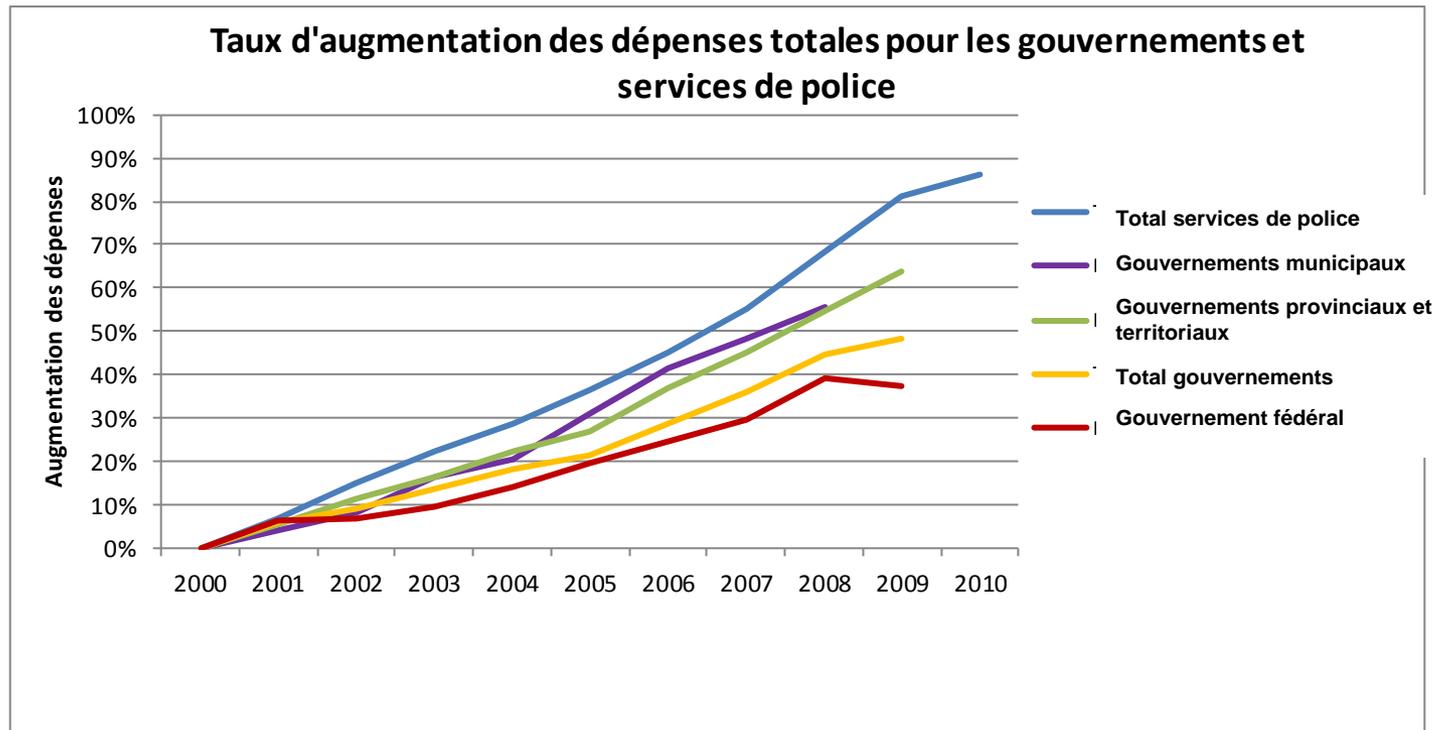


DÉPENSES DES SERVICES DE POLICE VS. DÉPENSES GOUVERNEMENTALES



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- Le taux de dépenses des services de police au Canada est beaucoup plus élevé que le taux de dépenses des autres administrations.



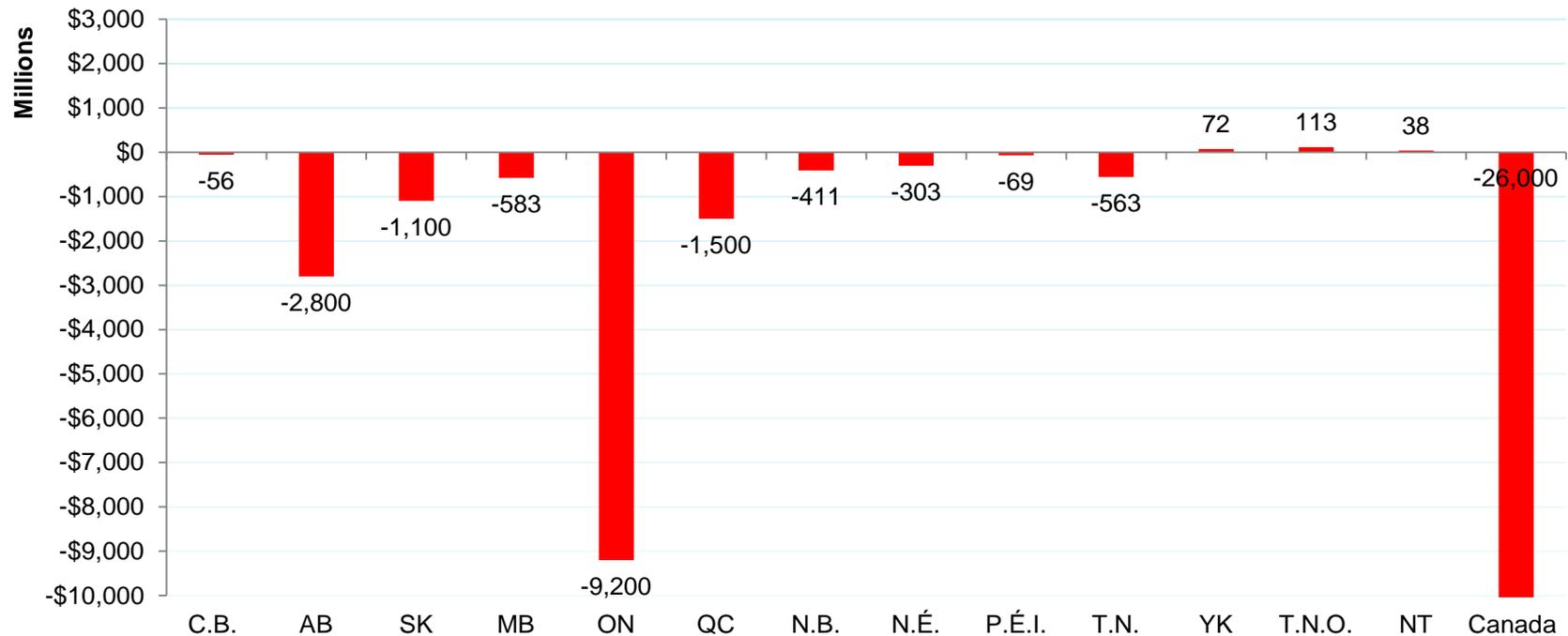
PORTRAIT FISCAL – CANADA, PROVINCES ET TERRITOIRES



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- La plupart des gouvernements au Canada continuent a avoir des déficits.

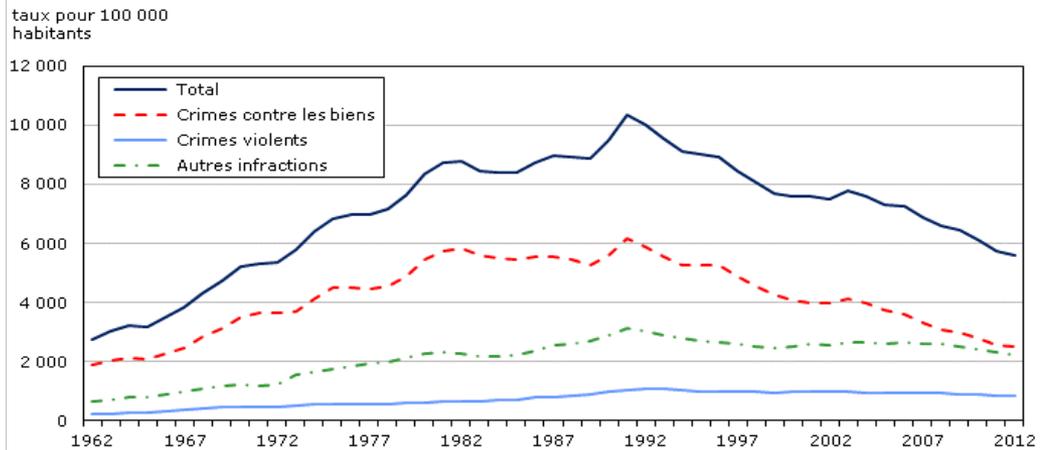
Surplus/déficits - Canada, provinces et territoires - Année fiscale 2012-2013



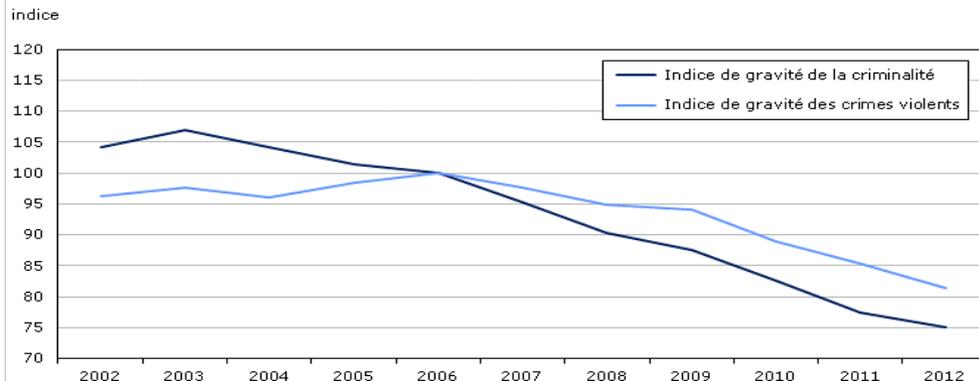


- Les crimes déclarés – stimulés largement par la démographie et l'économie – ont été au plus haut niveau au début des années 90.
- En 2012, le nombre de crimes déclarés au Canada a continué de baisser; par rapport à 2011, la diminution se chiffre à 3 %, soit le niveau le plus bas depuis 1972.
- L'indice de gravité des crimes violents est à la baisse pour la neuvième année consécutive. L'indice de gravité des crimes violents et l'indice de gravité des crimes non-violents ont baissé en 2012.

Graphique 1
Taux de crimes déclarés par la police, Canada, 1962 à 2012



Graphique 2
Indices de gravité des crimes déclarés par la police, 2002 à 2012



Source: *Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2012*

CRIMES NON DÉCLARÉS ET VICTIMISATION



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- Les taux des crimes déclarés ne tiennent pas compte de tous les actes criminels.
- Au Canada, le volume de crimes non déclarés est significatif.
 - En 2009, environ 50 % des crimes violents commis au domicile de la victime ou dans les entreprises ou institutions publiques n'ont pas été déclarés à la police.
- Les raisons citées pour ne pas déclarer des crimes incluent :
 - La croyance que l'incident n'est pas assez important; que la police ne pourra rien faire; que l'incident est de nature personnelle; ou que l'incident a été géré d'une autre façon.
- En 2009, un canadien sur quatre disait avoir été **victime d'un acte criminel** au cours des 12 mois précédents. Ces résultats concordent avec ceux de 2004.
- D'après le ministère de la Justice, le coût total des infractions au *Code criminel* au Canada était évalué à environ 100 milliards de dollars en 2008.
 - Coûts tangibles de 31 milliards de dollars
 - De ce montant, 8,6 milliards de dollars représentaient des coûts tangibles pour la police.
 - Autres exemples de coûts tangibles : services correctionnels et coûts pour les victimes (soins de santé, pertes de productivité, biens volés ou endommagés, etc.).
 - Coûts intangibles de 68 milliards de dollars*



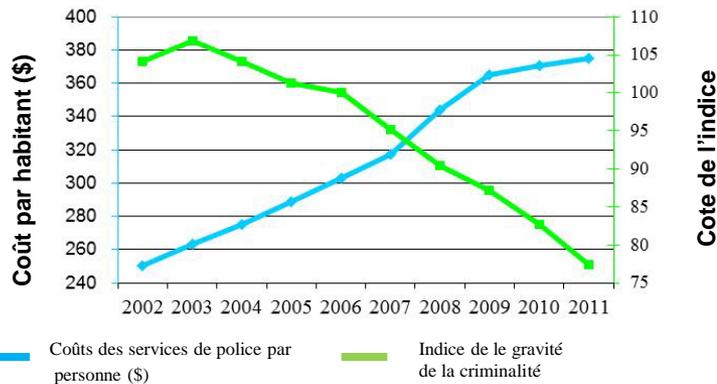
COÛTS DES SERVICES DE POLICE ET CRIMINALITÉ



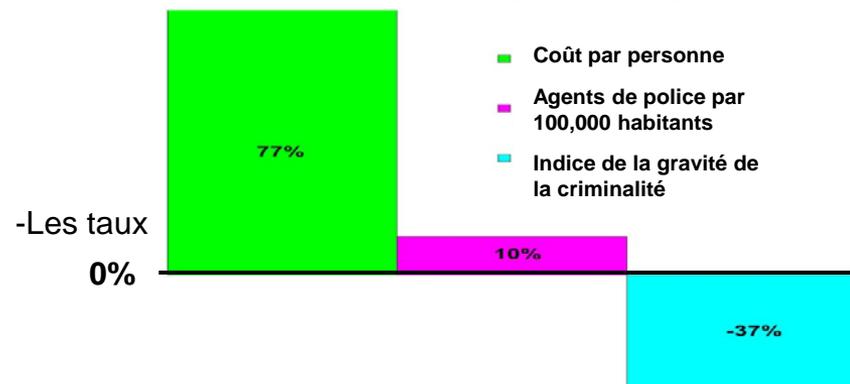
BUILDING A SAFE AND RESILIENT CANADA

- Les coûts des effectifs des services de police continuent d'augmenter, mais à un rythme beaucoup plus rapide dans le premier cas. Parallèlement, le taux de criminalité et l'Indice de la gravité de la criminalité continuent de baisser.

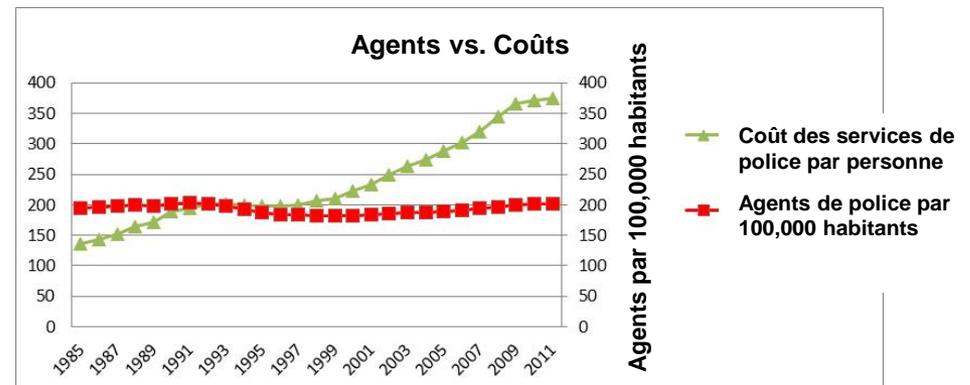
Coûts des services de police par habitant et gravité de la criminalité



Changements de pourcentage (1998-2011)



- Les coûts liés aux services de police se sont accrus de manière disproportionnée (77 % depuis 1998) comparativement à l'augmentation des effectifs policiers (10 % depuis 1998).





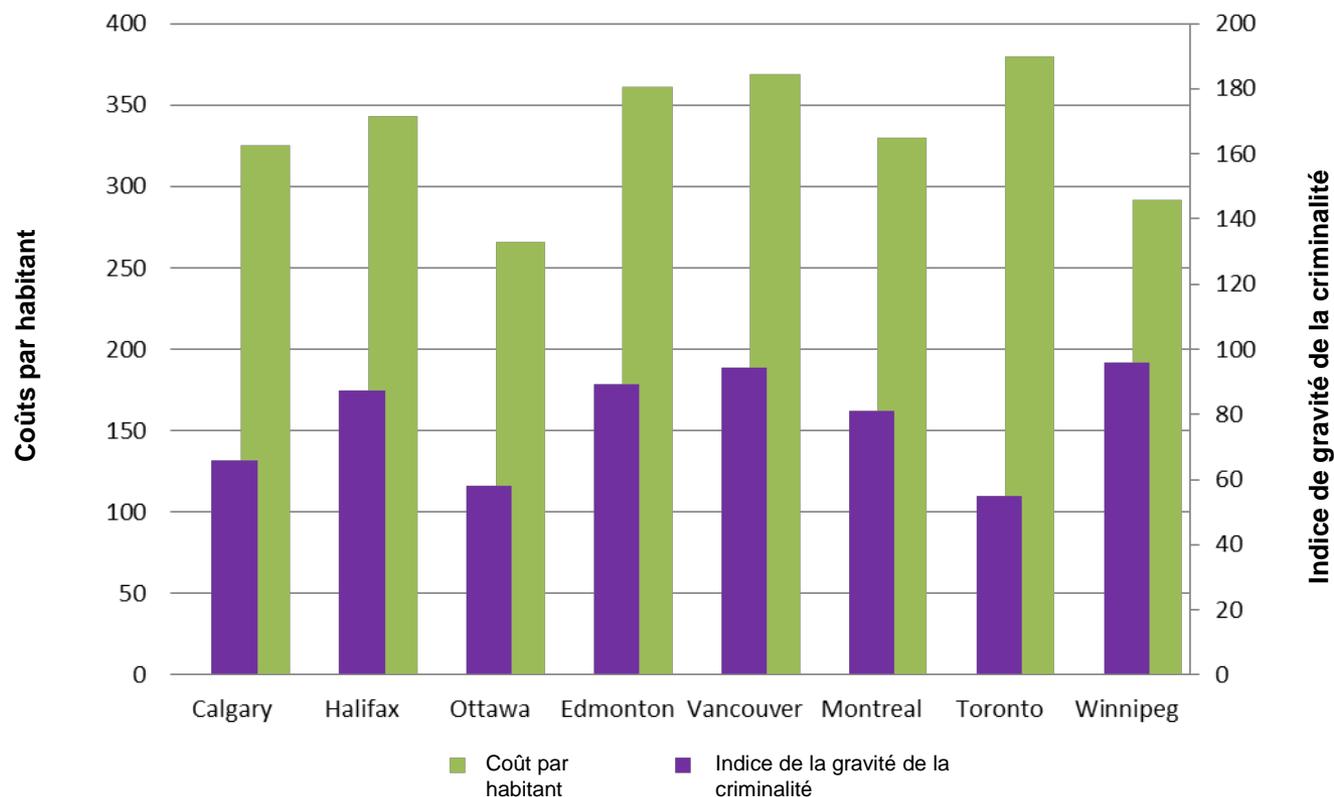
- Perceptions de la sécurité personnelle
 - En 2009, 93 % des canadiens se disaient « très » ou « plutôt » satisfaits de leur sécurité personnelle.
 - Environ deux tiers des canadiens croient que les taux de criminalité dans leurs localités n'ont pas augmentés au cours des cinq dernières années et que leurs quartiers sont sécuritaires.
 - Le nombre de canadiens qui s'inquiétaient quelque peu ou beaucoup de se trouver seuls à la maison le soir a diminué (de 20 % en 2004 à 17 % en 2009).
- Confiance du public dans les services de police
 - La confiance du public dans les services de police est invariablement l'élément le mieux coté du système juridique canadien.
 - Malgré des incidents très médiatisés et un examen minutieux du public, de récents sondages révèlent que la confiance du public dans les services de police demeure très grande (85 % des répondants ont un niveau de confiance « modéré » ou « élevé » à l'égard des services de police).
 - De façon générale, les canadiens expriment encore une plus grande confiance que les américains et la plupart des européens dans leur système policier et juridique.

COÛTS DES SERVICES DE POLICE ET CRIMINALITÉ PAR RÉGION



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

Coûts liés aux services de police par habitant et Indice de gravité de la criminalité dans diverses municipalités



Source: Budgets municipaux consacrés aux services de police (2009); *Les ressources policières au Canada* (2011). *Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2011.*



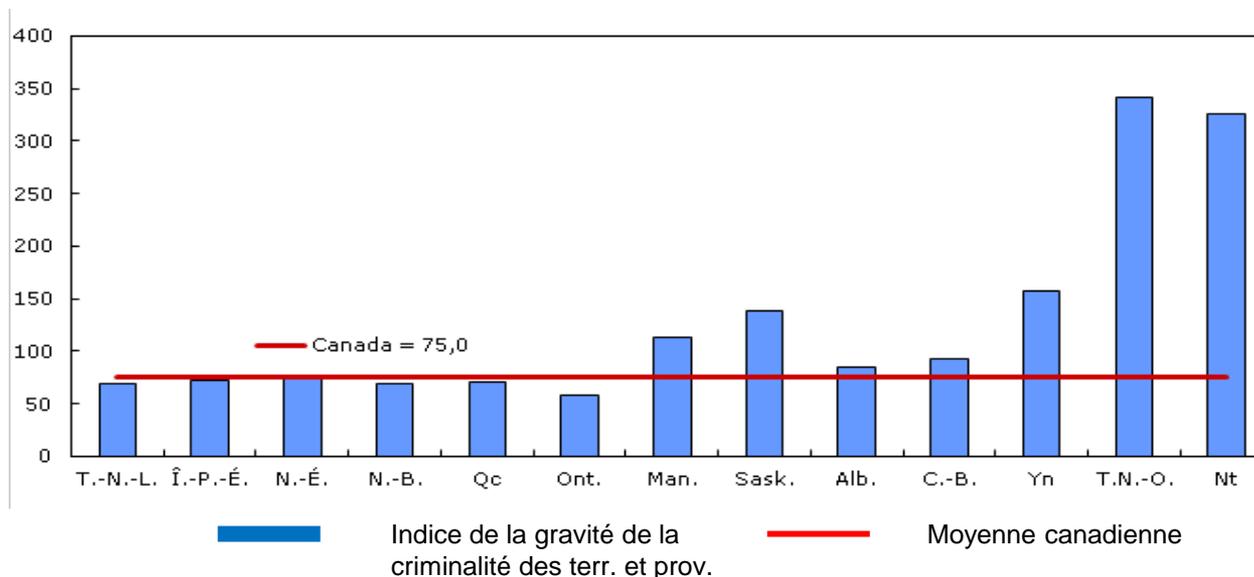
GRAVITÉ DE LA CRIMINALITÉ PAR RÉGION



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- L'Indice de la gravité de la criminalité au Canada continue de décliner, baissant de 3 % en 2012.
- Cette baisse a été observée dans la plupart des régions du pays et pour virtuellement tous les types de crimes.
- Tel qu'observé dans les années précédentes, le volume et la sévérité des crimes augmentent lorsqu'on se dirige vers l'ouest, spécifiquement au nord.

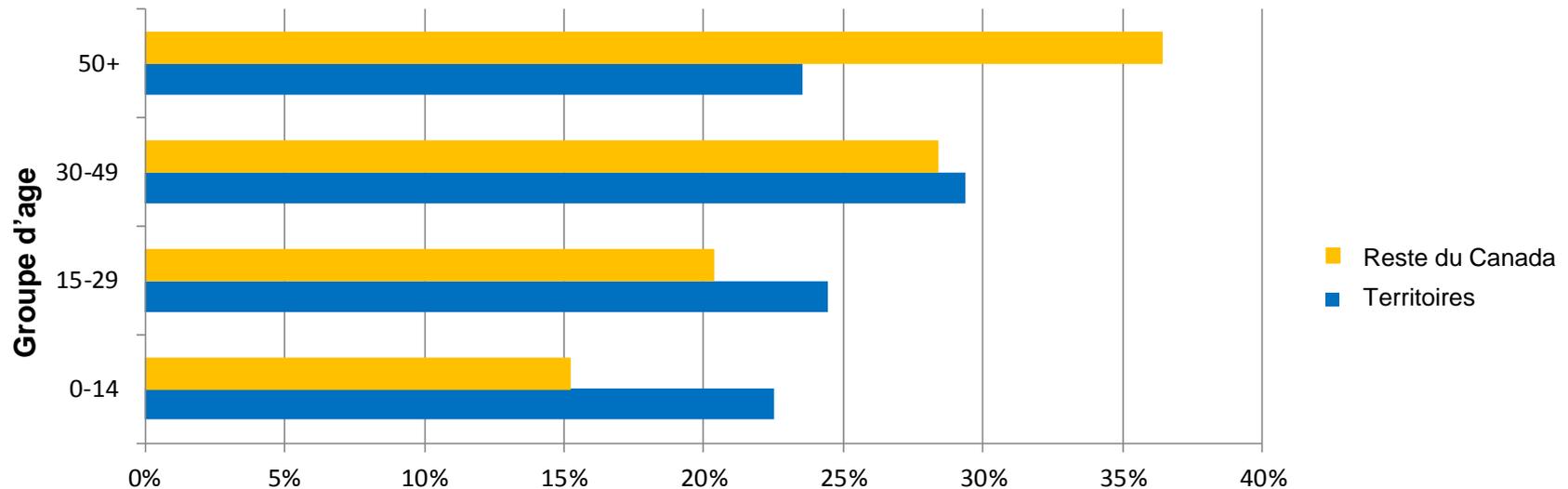
Indice de la gravité des crimes déclarés par la police, 2012





Tendances démographiques canadiennes

Population par groupe d'âge, 2011



Pourcentage de la population

- Le taux de criminalité en déclin peut être lié, entre autre, à la population vieillissante du Canada.
- Les territoires ont une concentration plus haute de jeunes canadiens, avec près de la moitié des habitants sous l'âge de 29 ans.

*Source: Statistiques de la Colombie-Britannique et autres statistiques sur la population des provinces et territoires, 1971-2011.

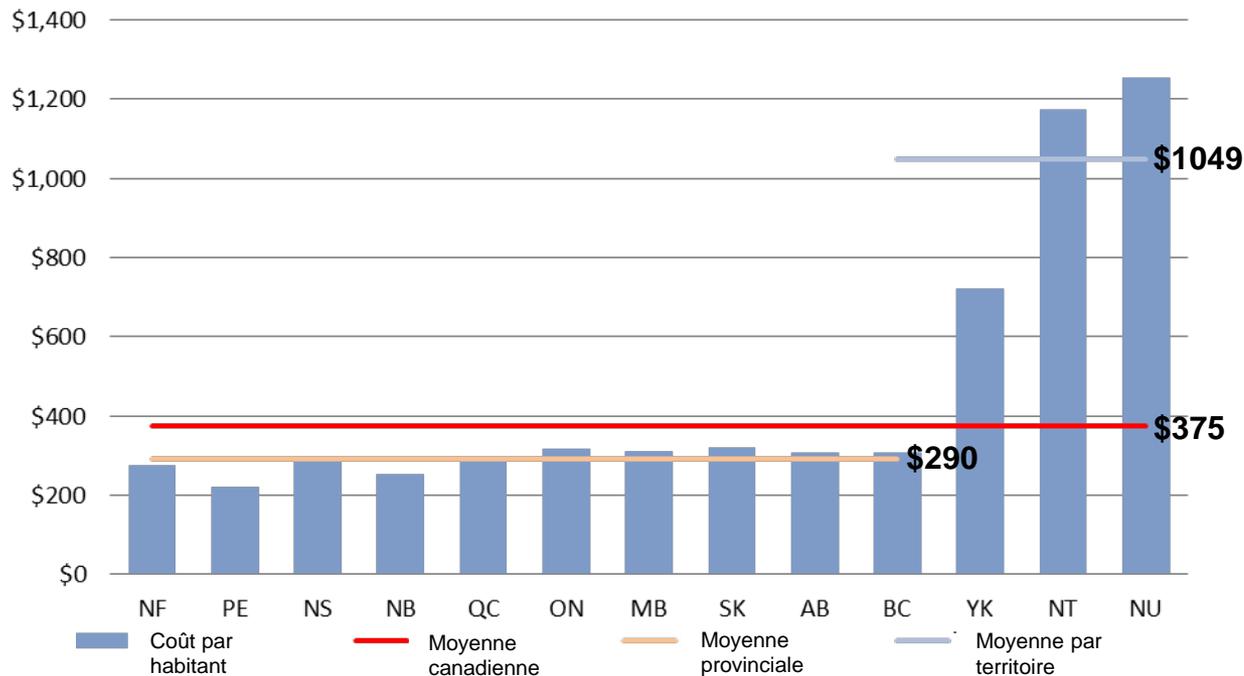
COÛTS DES SERVICES DE POLICE PAR PROVINCE/TERRITOIRE



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- Les coûts des services de police dans les provinces sont à peu près égaux.
- Les coûts des services de police dans les territoires sont bien au dessus de la moyenne canadienne de 375 \$ par habitant, allant de 720 \$ par habitant au Yukon à 1 253 \$ par habitant au Nunavut.

Coûts des services de police par habitant



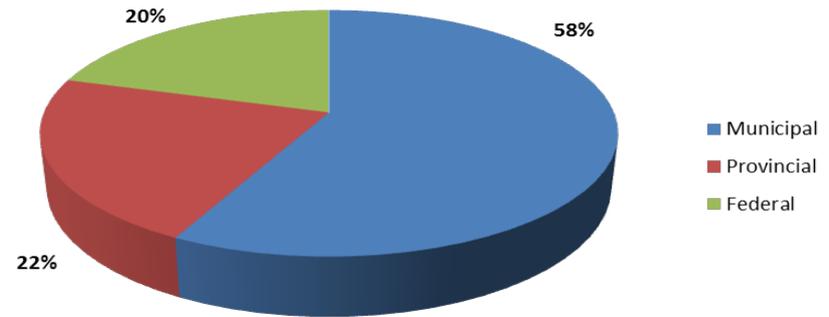
BUDGETS DES SERVICES DE POLICE



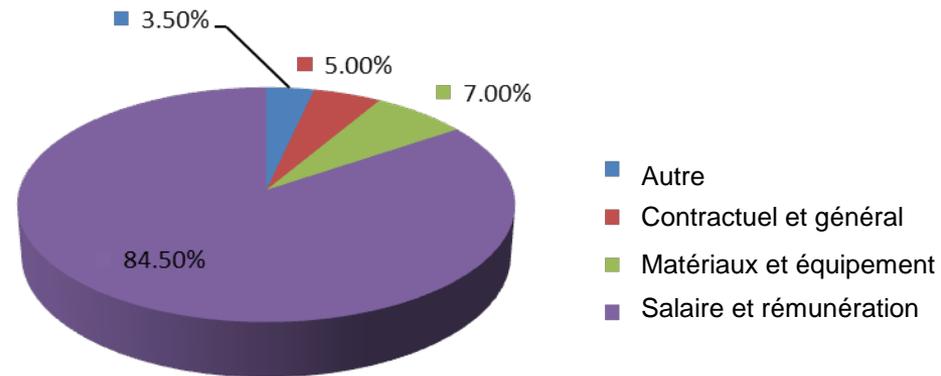
BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

Dépenses par ordre du gouvernement:

- La plupart des services de police travaillent localement.
- D'après les données de 2012 (12,9 milliards de dollars), plus de la moitié des dépenses étaient consacrées aux services de police municipaux, moins d'un quart aux services de police fédéraux et moins d'un quart aux services de police provinciaux.



Exemple : budget opérationnel 2012 du Calgary Police Service



Budget des services de police :

- Typiquement, les salaires et les avantages sociaux représentent de 80 % à 90 % des coûts liés aux services de police.

Sources: Les ressources policières au Canada, 2012, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada; service de police de Calgary, section des finances.

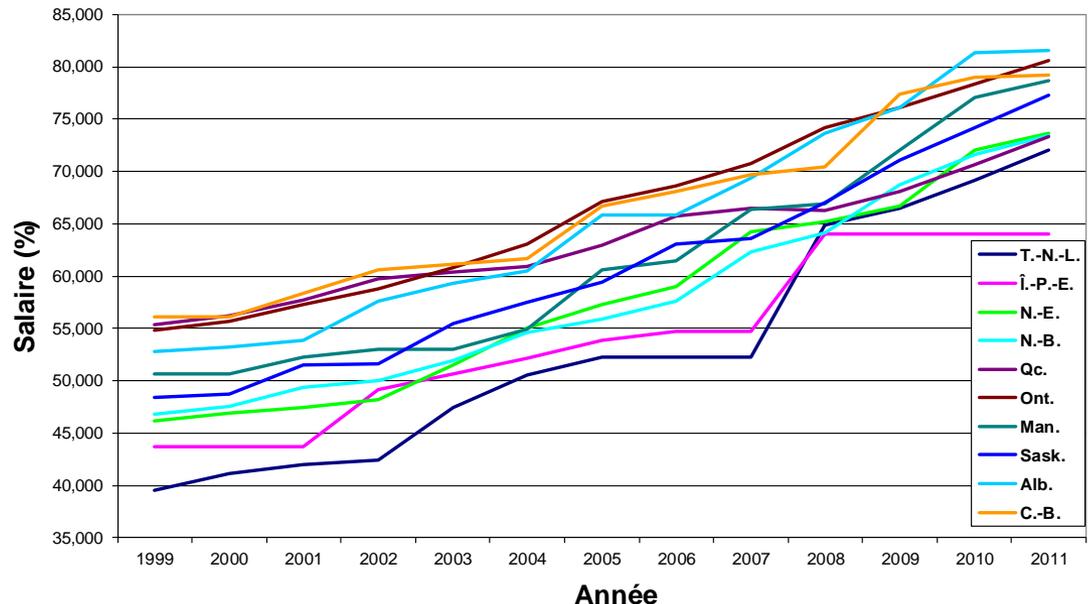




Augmentation des coûts liés aux policiers

- En 2010, le salaire moyen d'un gendarme de première classe (5 ans d'expérience) est de 76 000 \$ (sans compter les heures supplémentaires).
- Le salaire des policiers (dans les services de police qui comptent plus de 50 agents) a augmenté en moyenne de 40 % depuis 2000.
- Par comparaison, le salaire des canadiens qui occupent un emploi a enregistré en moyenne une hausse de 11 % depuis 2000.
- La rémunération a augmenté en fonction des conventions collectives d'autres corps policiers (et d'autres premiers intervenants).

Tendances relatives aux salaires des policiers, par province
(Salaire moyen des gendarmes de première classe dans les services de police qui comptent plus de 50 agents)





- **Le travail des policiers est devenu plus long et plus compliqué**
 - Les modifications apportées aux politiques, aux lois et aux procédures alourdissent la charge de travail liée aux enquêtes, par exemple:
 - Il faut désormais des affidavits de plus de 350 pages pour obtenir un mandat en vue d'effectuer de la surveillance électronique; auparavant, ces affidavits comptaient de 25 à 35 pages.
 - Les enquêtes sur les cas de conduite avec facultés affaiblies peuvent gruger presque tout le quart de travail d'un policier.
 - Des normes plus strictes liées aux arrestations et aux échantillons d'ADN font augmenter les coûts et le temps de préparation et d'exécution.
 - Attentes plus fortes et nécessité de rendre des comptes de la part des gouvernements, des tribunaux et du public.
- **De nouvelles priorités et de nouveaux crimes ont émergés**
 - Les réseaux de **crime organisé** sont devenus de plus en plus omniprésents à l'échelle nationale et internationale, et ils se sont développés grâce à la diffusion et à l'utilisation de la technologie.
 - Depuis les attentats du 11 septembre, la plupart des forces de police nationales et urbaines jouent un rôle plus grand dans la **lutte contre le terrorisme**.
 - Aussi, la dépendance croissante envers les technologies de l'information nous a rendu plus vulnérables à la **cybercriminalité**, comme le vol d'identité, les crimes liés à la propriété intellectuelle et la perturbation des infrastructures essentielles.
 - Les **crimes commerciaux et financiers**, par exemple la modification de terminaux de points de vente et le télémarketing frauduleux d'un État à l'autre, se font aussi plus nombreux; ils sont commis par-delà les frontières nationales et internationales pour réduire les possibilités de se faire détecter.
 - **L'exploitation sexuelle des enfants** est une préoccupation croissante chez les policiers et de ressources considérables sont également appliquées pour les grands rassemblements et les manifestations.
 - Une croissance continue du temps passé sur des incidents liés à la santé mentale et la toxicomanie.

AUTRES COÛTS : HEURES SUPPLÉMENTAIRES, AVANTAGES SOCIAUX, FORMATION ET ADMINISTRATION



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- D'autres coûts sont aussi en augmentation :
 - Les dépenses croissantes liées aux heures supplémentaires pèsent lourdement sur les budgets.
 - Les coûts associés aux services de santé et les coûts relatifs à la santé et à la sécurité au travail (p. ex. prestations pour soins de santé, régimes de soins dentaires, pensions) se sont accrus.
 - Les déplacements et le transport sont devenus plus coûteux. De plus, la complexité grandissante des enquêtes fait en sorte que les agents doivent voyager plus souvent.
 - Le nombre d'heures de disponibilité est moins élevé à cause de l'augmentation du nombre de congés et des besoins de formation.
 - Par exemple, certains services de police comptent en moyenne environ 12 semaines d'heures d'indisponibilité par année (formation, vacances et autres types de congés).
 - L'ampleur des fonctions organisationnelles a augmenté en raison du nombre accru d'obligations redditionnelles et de l'adoption de méthodes de gestion améliorées.

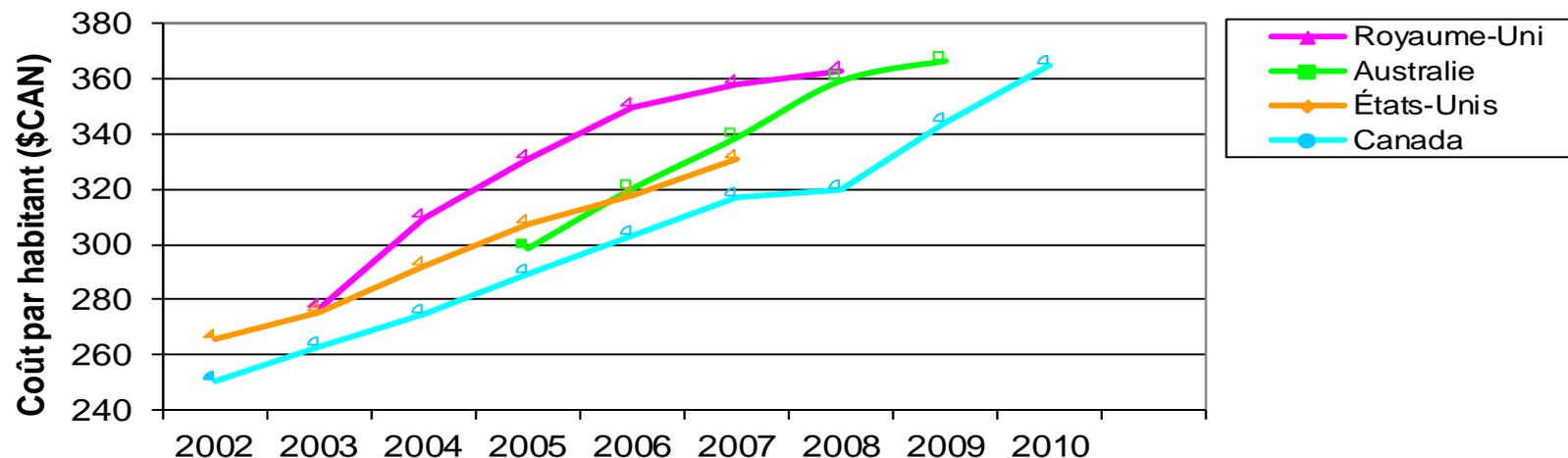


COÛTS INTERNATIONAUX



- Entre pays comparables, les dépenses des services de police ont augmenté régulièrement au cours des dix dernières années.

Coûts des services de police par habitant



- Des mesures agressives ont été prises pour faire face aux coûts élevés des services de police dans certains pays (R.U. et É.U.).



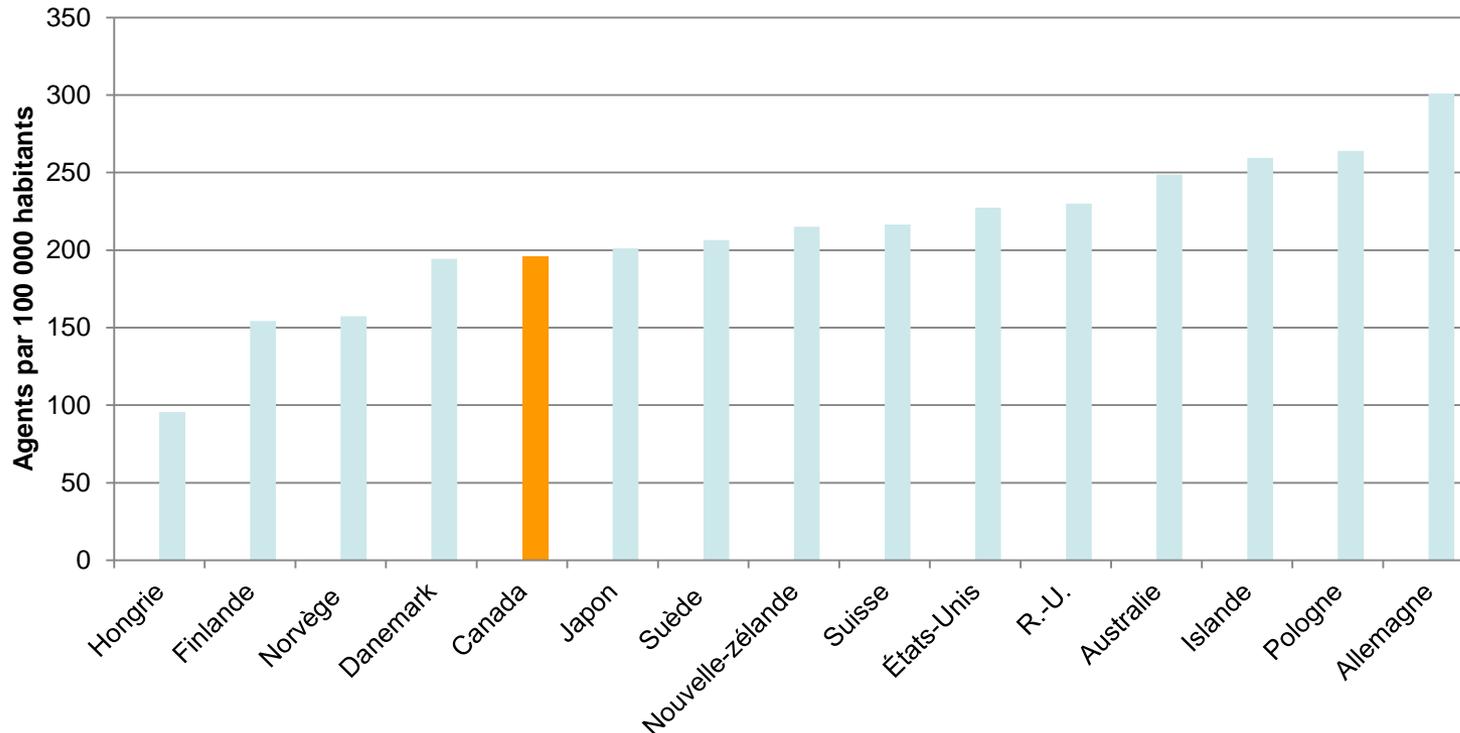
NIVEAUX D'EFFECTIFS DES SERVICES DE POLICE À L'INTERNATIONALE



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- le Canada compte moins de policiers par habitant que plusieurs pays.

Comparaison internationale des niveaux de la police



Source : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2008
« Effectifs totaux de la police au niveau national ».



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada



- **Stratégies & actions** - aller de l'avant d'une manière concentrée et collaborative sur les actions pour renforcer les efficacités des services policiers et de la sécurité publique au Canada.
 - Les gouvernements et la communauté policière poursuivent déjà des opportunités pour améliorer l'efficacité.

L'engagement avec les citoyens, les services de police et les intervenants sur les mesures de performance, les priorités, les rôles des policiers et l'avenir des services policiers;

 - Prendre des mesures pour augmenter l'efficacité opérationnelle et structurelle;
 - Investir dans des approches de sécurité communautaire qui sont proactives et intégrées pour déceler les racines de la criminalité.
 - Les dynamiques du changement et de l'innovation peut bénéficier, dans plusieurs régions, d'une stratégie commune et d'actions.



En janvier et en octobre 2012, les ministres ont convenu des mesures suivantes :

1. Convoquer un **Sommet** sur les paramètres économiques des services de police.

Achevé : Sommet tenu en janvier 2013.

2. **Communiquer** aux provinces, aux territoires et au gouvernement fédéral l'information relative aux politiques et aux pratiques qui visent à améliorer l'efficacité et l'efficience des services de police.

Entrepris et en cours : *Index des initiatives de services de police* publié en août 2013.

3. Établir une stratégie ou un **programme commun** en matière de services de police et de sécurité publique au Canada.

Demande d'approbation.



- Suite à l'engagement continu avec les intervenants, nous demanderons l'approbation à la mi-octobre 2013 des ministres FPT pour un **programme commun** proposé comme une première étape collective à façonner l'avenir des services de police au Canada.
- Les grands principes du programme commun est de:
 - Coopérer collectivement dans les secteurs où il est sensible de le faire, tout en respectant les responsabilités juridictionnelles;
 - Adopter une approche compréhensive et holistique à la sécurité publique.

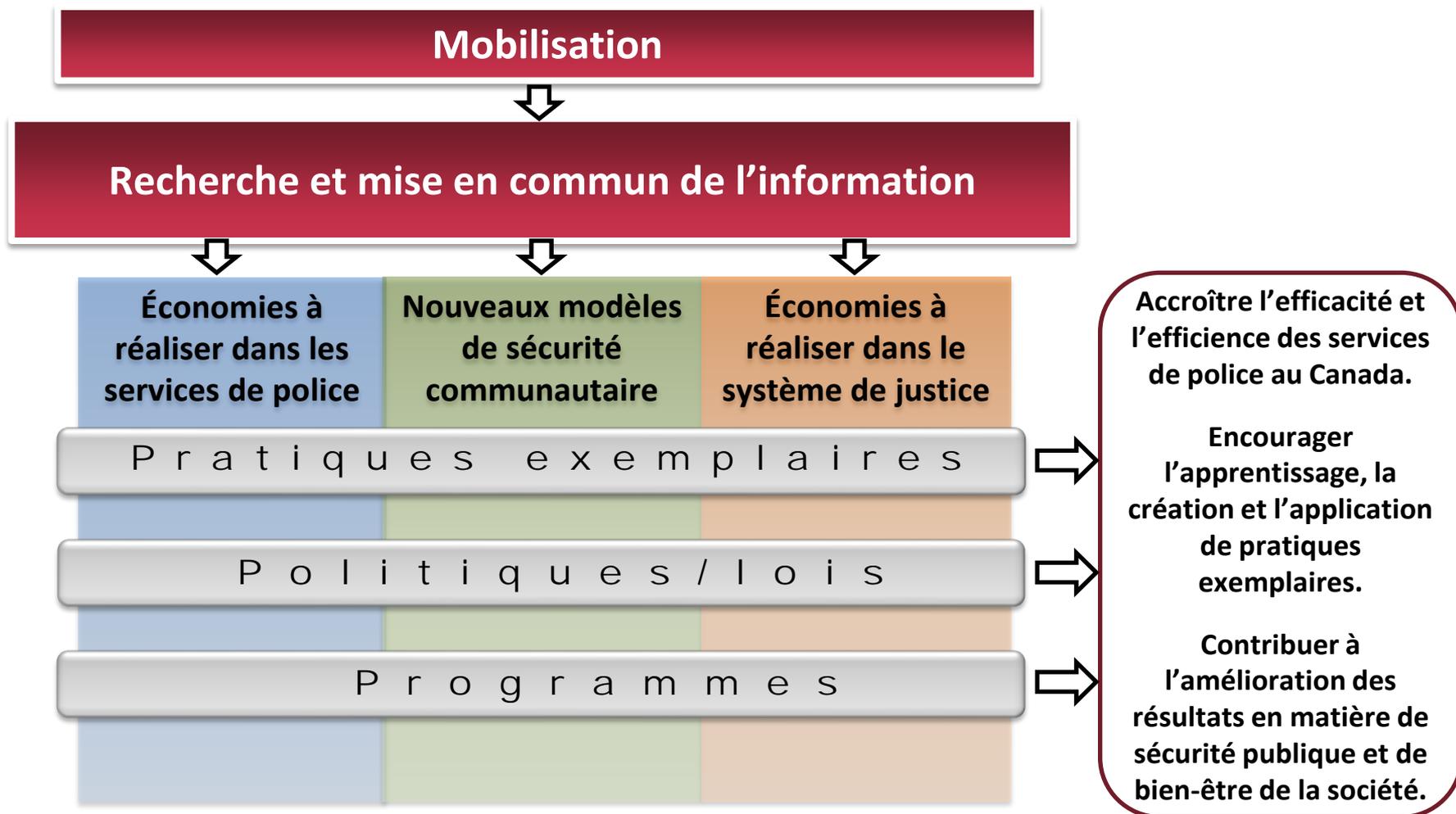


- Les objectifs du programme commun sont les suivants :
 1. Accroître l'efficacité et l'efficience des services de police au Canada.
 2. Encourager l'apprentissage, la création et l'application de pratiques exemplaires.
 3. Contribuer à l'amélioration des résultats en matière de sécurité publique et de bien-être de la société.

PROGRAMME COMMUN - CADRE STRATÉGIQUE



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**





- S'appuyant sur les résultats du Sommet en janvier 2013, les recherches continues et analyses et engagements avec les intervenants, une grande gamme d'actions possibles sont en examens par les gouvernements.
 - Certaines actions seront proposées aux ministres FPT en octobre pour leur considération.
 - Les actions approuvées auront besoin d'un développement continu à l'aide de la collaboration.



- **Étape I – Premières mesures :**

1. Élaborer un plan de recherche pour les services de police.
2. Mettre sur pied un réseau de recherche des services de police.
3. Créer un portail de mise en commun de la recherche des services de police à Sécurité publique Canada.
4. Utiliser les sources de financement existantes pour faire progresser un plan de recherche des services de police au Canada.

- **Étape II – Mesures à étudier :**

1. Amener les canadiens à participer à l'évolution et à l'orientation future des services de police.



- **Étape I – Premières mesures :**
 1. Évolution continue de *l'Index des initiatives des services de police* (p. ex., pratiques innovatrices en matière de santé mentale et de toxicomanie).
 2. Utilisation continue du site Web de Sécurité publique Canada sur les paramètres économiques de services de police en tant que portail principal pour la mise en commun de l'information.

- **Étape II – Mesures à étudier :**
 1. Organisation constante d'activités d'apprentissage ciblées (p. ex., formation, recherche, civilianisation, services de police à plusieurs niveaux, technologie, etc.).
 2. Des projets d'échange de pratiques exemplaires avec d'autres pays.
 3. Convocation d'un second Sommet sur les paramètres économiques des services de police en janvier 2015 afin d'examiner les progrès de la réforme.

PILIER 1 : ÉCONOMIES À RÉALISER DANS LES SERVICES DE POLICE



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- **Étape I – Premières mesures :**

1. Mettre au point et appliquer des paramètres-clés communs pour mesurer le rendement des services de police quant à leur efficacité, à leur efficacité et aux résultats en matière de sécurité publique.
2. Accroître l'application des profils de compétence et des normes de qualifications dans le domaine des ressources humaines.

- **Étape II – Mesures à étudier :**

1. Créer des réseaux pour les marchés publics (uniformes, équipement) et pour les services partagés (technologie de l'information).
2. Harmoniser le recrutement et la formation des policiers et aligner ces activités sur les normes de qualifications.
3. Lancer un projet pilote afin d'appuyer les conseils aux services de police en matière de réforme et le développement de ressources internes au soutien d'améliorations continues.



PILIER 2 : NOUVEAUX MODÈLES DE SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- **Étape I – Premières mesures :**
 1. Coordonner et soutenir l'expansion des modèles de sécurité communautaire qui ont du succès au Canada et ailleurs (p. ex., le HUB).
 2. Renforcement de la collecte de données et de l'évaluation des modèles.
- **Étape II – Mesures à étudier :**
 1. Collaborer sur l'examen et la modification des pratiques, politiques et lois en matière de protection de la vie privée et de communication de renseignements afin de faciliter la mise en place de modèles intégrés et proactifs de sécurité communautaire.
 2. Lancer un projet pilote en vue de parvenir à une coordination collective et soutenir la mise en place de nouveaux modèles de sécurité communautaire dans l'ensemble du Canada.



PILIER 3 : ÉCONOMIES À RÉALISER DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE



BUILDING A **SAFE AND RESILIENT CANADA**

- **Étape I – Premières mesures :**
 1. Mise en commun de mesures de réforme qui augmentent l'efficacité du système de justice (c.-à-d., méthodes, opérations, technologies, mesures de rechange, etc.).
 2. Détermination des priorités des services de police en matière de réforme du système de justice et intégration de cette information aux initiatives actuelles et futures de réforme du système de justice.

- **Étape II – Mesures à étudier :**
 1. Examiner le *Code criminel* et les autres lois afin de reclasser les infractions moins graves dans les violations aux règlements ou les infractions passibles de contravention.





- Considération d'un programme commun par les ministres FPT à la mi-octobre 2013.
- Collaboration continue des gouvernements, services de police et intervenants pour élaborer et instaurer la stratégie.